

ETUDES HELLENIQUES

HELLENIC STUDIES

CRISE ET DE-EUROPÉANISATION CRISIS AND DE-EUROPEANIZATION

Edited by / Sous la direction de
**Stelios Stavridis, Charalampos Tsardanidis,
George Christou**

Contributors / Contributions de

**George Christou
Anna Bojinović Fenco
George Kyris
Marko Lovec
Carla Monteleone
Ali Şevket Ovali
Rodrick Pace
Stelios Stavridis
Charalampos Tsardanidis**

Zenonas Tziarras, George Koukoudakis

Volume 23, No 1, Spring / Printemps 2015

1

L'impact de la crise financière et économique internationale sur la dé-européanisation des politiques étrangères nationales en Méditerranée

Stelios Stavridis*, Charalambos Tsardanidis** et George Christou***

Le concept d'européanisation a été considérablement développé depuis sa phase initiale dans les années 1990, quand l'accent était mis sur l'analyse de l'impact produit par l'adhésion à l'UE (alors CEE) sur ses membres. De nouveaux outils conceptuels comme le “*downloading*” (européanisation), “*uploading*” (intégration européenne), et le “*crossloading*” (coopération intereuropéenne) ont enrichi ce débat particulier, autour de la plupart des domaines politiques et des arrangements institutionnels. La question de l'impact de l'européanisation sur les politiques étrangères nationales fait également désormais pleinement partie de la littérature académique. En effet, à ce jour, il existe une importante littérature académique sur l'européanisation des politiques étrangères et de sécurité des Etats membres de l'Union européenne (UE). Dans l'une des études les plus récentes disponibles, couvrant 10 des 27 Etats membres de l'UE, Hill et Wong¹ ont fourni les conclusions comparatives suivantes en relation avec le degré et le type d'européanisation:

- Européanisation significative: Allemagne, Espagne, Slovaquie, France
- Engagée mais partielle / processus lent: Italie, Finlande, Danemark
- Erratique, imprévisible: Royaume-Uni, Grèce
- Instrumentale superficielle: France, Pologne, Danemark
- Résistance mais présentant certains changements
- Dé-européanisation: Allemagne, Italie
- Jamais européanisée

* Universidad de Zaragoza, ** University of the Aegean, *** University of Warwick

Parce que l'européanisation est un processus dynamique il y a plus qu'une seule description possible pour tous les pays étudiés. Ainsi, plusieurs pays apparaissent dans plus d'une catégorie (Allemagne, Italie, France et Danemark). Le facteur temporel est donc également très important. Ceux qui ont analysé l'européanisation de la politique étrangère des États membres de l'UE² ont également considéré que l'impact de l'Europe dépend des facteurs de culture, des connaissances, des ressources ainsi que de la force des cadres nationaux; ils ont également mis en évidence le degré selon lequel l'UE peut agir comme contrainte et aussi comme ressource dans la poursuite des objectifs nationaux de politique étrangère.

La crise financière et économique actuelle a, cependant, ajouté de l'huile sur le débat «comment l'Europe frappe à la maison» – généralement lié aux politiques étrangères nationales – en mettant l'accent en particulier sur une possible inversion de tendance dans ce processus, que nous qualifions commodément de «dé-européanisation». En conséquence, nous soutenons que ce numéro spécial arrive opportunément en présentant une analyse des implications de dé-européanisation d'une sélection des États membres méditerranéens de l'UE (et la Turquie comme un candidat non-membre) tous affectés négativement, d'une manière ou d'une autre par la crise. Le soi-disant Club euro-méd a vu beaucoup de ses membres-pour ne pas dire la plupart-demander et obtenir des plans de sauvetage, avoir à traiter de graves crises bancaires et être soumis à des pressions fiscales majeures ainsi qu'à des réformes. D'autres États demeurent dans une situation positive tandis que des non-membres comme la Turquie visent à conserver stabilité et croissance. La Grèce est l'un des pays de la Méditerranée qui a été le plus durement touché par la crise, avec une perte de 25% de son PIB au cours des cinq dernières années. Dans ce contexte et le milieu plus large d'un euroscepticisme et d'une euro-phobie grandissants avant et après les élections de mai 2014 du Parlement européen, nous avons assisté à l'effondrement général de l'appui du public pour le processus d'intégration européenne dans son ensemble; ce qui représente encore une autre crise de la légitimité démocratique pour le projet européen.³ Cela a été une conséquence de l'austérité

imposée aux pays méditerranéens, en particulier, caractérisée par la réduction massive et rapide des dépenses publiques et des contrôles budgétaires serrés. Ces coupures ont, peut-être eu inévitablement, aussi un impact sur les budgets de la politique étrangère, de sécurité et de défense, et les programmes de coopération de l'aide internationale.

Ce numéro spécial vise ainsi à évaluer dans quelle mesure les politiques étrangères des pays méditerranéens membres et non-membres de l'UE ont été influencées par la crise financière et économique actuelle. Il est important de souligner ici que ce nouveau contexte a posé un défi aux tendances émergentes et les modèles de dé-européanisation. Alors que beaucoup de travail a vu le jour et est encore en émergence sur les implications de la crise pour l'européanisation continue, en particulier en ce qui concerne les politiques publiques (sociales, économiques, politiques, et ainsi de suite)⁴ peu d'attention a encore été donnée à la réorientation des politiques étrangères nationales dans ce contexte. Le point central de ce numéro spécial sera donc de traiter la façon dont la crise économique et financière en cours a eu un impact sur l'européanisation des politiques étrangères nationales, au sens large, des six pays étudiés (Chypre, Grèce, Italie, Malte, Slovaquie et Turquie). Une question connexe sera celle d'identifier s'il est possible de faire valoir qu'à la suite de la crise, il existe un processus de dé-européanisation; et si tel est le cas, s'il est de nature substantielle ou superficielle. L'étude de ces questions clés est essentielle pour savoir si un tel processus serait facilement réversible, en particulier dans les temps futurs de croissance économique possible. Pour répondre à ces questions fondamentales les contributeurs à ce numéro ont été autorisés à interpréter la politique étrangère d'une manière souple, en se concentrant sur ses différents aspects (sécurité, défense et politique économique extérieure) dans les pays étudiés. Ceci, nous le croyons, enrichit la contribution de ce volume de recherche collective.

Il est certain ainsi que les articles publiés dans ce numéro spécial le démontrent, que les circonstances politiques à travers les pays étudiés varient considérablement avec des dynamiques différentes à l'oeuvre pour les membres et les non-membres à un moment donné dans le

temps. La situation en Grèce après l'élection d'un parti de la gauche radicale (Syriza) en coalition avec un parti nationaliste de droite (Anel) en janvier 2015 en est la preuve; cette situation a entraîné des implications très différentes pour le modèle de dé-européanisation de la politique étrangère grecque de celui observé à Chypre, ou de l'Italie, par exemple. Alors que l'article sur la Grèce dans ce numéro spécial aborde la question de la diplomatie économique grecque jusqu'à l'élection de Syriza, il est pertinent de reconnaître plus largement que dans le cas de la Grèce, même si il n'y a pas le scepticisme fondamental ou global à l'égard de son adhésion à l'UE, dans le milieu post-électoral et post-référendaire, il est possible d'identifier les signes d'une réévaluation de la politique étrangère de ce pays, caractérisée par une remise en cause croissante des politiques extérieures de l'UE: en particulier la question de savoir si la politique étrangère grecque va continuer à soutenir les décisions internationales de l'UE (par exemple sur la Russie et l'Ukraine ou les politiques d'immigration).

Plus de sept ans après la crise financière et économique, et étant donné le contexte ci-dessus, il est particulièrement adéquat, pertinent et important d'évaluer l'impact de celle-ci sur la dé-européanisation (voir articles sur la Grèce et la Slovaquie) des politiques étrangères nationales des Etats méditerranéens, tant des membres de l'UE que des non-membres (voir l'article sur la Turquie), afin de nous donner une idée plus claire de la façon dont les modèles de l'euro-péanisation sont en train de changer, et de la forme que cela prend. Autrement dit, si la continuité est à l'ordre du jour (voir les articles sur l'Italie et Malte), nous pouvons observer une dé-européanisation ou encore une re-européanisation (voir l'article sur Chypre) dans le contexte de crise. En effet, la façon dont sont mises en question les explications et les tendances dans l'euro-péanisation de la période précédente sera un élément important de l'analyse dans ce numéro spécial. Cela aura des répercussions sur la nature du projet européen, l'engagement futur ou le désengagement des membres et non-membres à l'égard des normes, des objectifs, des priorités de la politique étrangère de l'UE, et des ambitions de l'UE en tant qu'acteur dans les affaires mondiales.

Le concept d'européanisation

Construite sur une vaste littérature relative au sujet général de l'européanisation qui a commencé avec un accent sur la dimension interne de l'intégration et éventuellement élargie pour inclure les politiques étrangères nationales des Etats membres de l'UE, la définition acceptée de ce concept se compose aujourd'hui de trois dimensions interdépendantes: "*downloading*" (européanisation), "*uploading*" (intégration européenne), et le "*crossloading*" (coopération intereuropéenne).

Le "*downloading*" représente la première approche de l'européanisation: il est concerné par ce que Kennet Lynggard⁵ a récemment appelé les implications nationales de l'intégration européenne. Les premiers signes d'un intérêt académique pour l'européanisation sont apparus dans une série de livres sur «l'impact de l'adhésion à la CEE» publiés par Pinter dans les années 1990⁶. Ses principales questions de recherche étaient les suivantes: quel est l'impact des règles de la CEE / UE, dispositions, principes, etc., sur la manière dont les politiques nationales sont formulées par des instruments institutionnels traditionnels de l'État, des arrangements et des méthodes? Les systèmes économiques, politiques, sociaux et administratifs ont-ils été touchés? Le *downloading* a finalement inclus les affaires étrangères comme l'un des nombreux domaines de politiques publiques à étudier.

L'ajout de l' "*uploading*" est apparu beaucoup plus tard dans la littérature originaire de la dimension du bas en haut qui est finalement venu à compléter les travaux antérieurs sur l'impact de haut en bas. Cet *uploading* représente un système plus complexe car il permet de tenir compte des questions telles que l'utilisation du droit de veto national dans les processus de prise de décision de l'UE, ou pour l' "équilibre" entre les petits et les grands Etats. Cela signifie également que l'européanisation est un processus, qui comme tel ne produit pas seulement l'adaptation institutionnelle et modifie la politique étrangère au niveau national, mais influe aussi sur le processus décisionnel de l'UE. Ainsi, les préférences nationales, les valeurs et les principes, mais plus encore les intérêts seuls ont également transformé les relations extérieures de l'UE d'une manière qui n'a pas été prévue

dans les premières études sur l'impact national de l'europanisation. Les différentes caractéristiques nationales de l'élaboration des politiques sont aussi devenues pertinentes pour toute étude sur la manière dont les politiques de l'UE sont faites.

Le "crossloading" (l'influence transversale - coopération intereuropéenne) offre une approche plus holistique de l'ensemble du concept, en insistant sur les dimensions qui se renforcent mutuellement des deux procédés ci-dessus exposés. Il met l'accent sur sa nature continue (un processus et non seulement un résultat). Pour utiliser le jargon actuel à la mode dans les années 2010, il est préoccupé par l'europanisation profonde ou solidifiée. Il s'agit d'un phénomène qui devrait idéalement être visible à tous les niveaux et entre tous les acteurs de gouvernance de l'UE. Cela signifie une extension pratique de l'«effet de socialisation» qui a été principalement appliquée aux élites à ce jour. Il faut indiquer que dans la pratique le «réflexe de coordination» du début des efforts européens⁷ de la politique étrangère pourrait également s'appliquer à tous les segments de l'opinion publique et à d'autres acteurs de la société civile, et encore d'avantage à des institutions non-étatiques de toutes sortes. En conséquence, l'influence transversale a ouvert un vaste éventail d'études universitaires nécessaires concernant le rôle des acteurs non étatiques dans les processus d'europanisation: les ONG, les médias, les partis politiques, et ainsi de suite.

L'europanisation ... et ses limites

Dans une conférence en 2012, Kevin Featherstone⁸ a mis en garde contre le réel «risque d'étirer le concept trop loin». En conséquence, cela peut signifier «tout et rien», rendant ainsi son utilité prétendue sans pertinence. Sans nécessairement atteindre des conclusions aussi extrêmes, il est important de garder à l'esprit que le concept lui-même comporte certaines limites.

Le "*dowloading*" se réfère à des politiques nationales qui étaient initialement distinctes des positions générales des EPC /PESC. Tout d'abord, il se produit un processus lent mais stable d'influence à partir de Bruxelles, à savoir une adaptation aux préférences de "Bruxelles"

(ce qui est la raison pour laquelle le processus est également connu comme “UExisation” ou “Bruxellisation”). Deuxièmement, il y a des questions pour lesquelles, avant d’adhérer à la CE / UE, un État donné n’avait pas de politique claire, souvent aucun intérêt réel dans une région, et se trouvait obligé de développer une raison d’adhérer. En d’autres termes, il existe au moins deux types de “*downloading*”,⁴ ce qui ajoute à la complexité du concept lui-même. En théorie, alors que la première version peut conduire à plus de problèmes d’adaptation, il peut l’UE.

Pour ce qui est du “*crossloading*” il peut aussi être divisé en au moins deux catégories: d’abord, les questions de politique étrangère où la politique étrangère d’un Etat donné contribue positivement à l’élaboration d’une position européenne commune existante, renforçant ainsi l’influence globale de l’Union. Deuxièmement dans d’autres cas il y a tout simplement un “transfert” jusqu’à Bruxelles des questions nationales problématiques, bloquant souvent une position européenne commune. Ce n’est pas en déplaçant les niveaux qu’il y a une valeur ajoutée au processus d’eupéanisation⁹. Si le “*uploading*” ne revient qu’à cela, alors il y a aussi un problème fondamental avec le concept lui-même. Ce serait en effet peut-être le reflet d’une contradiction inhérente qui rend le pouvoir explicatif du concept discutable. Cette critique est particulièrement pertinente pour les cas empiriques décrits ci-dessous.

La dimension de “*crossloading*” met en jeu non seulement la nécessité d’un rapprochement des points de vue des élites et ceux des opinions publiques, mais peut-être plus important encore, la façon de combler les écarts existants en général entre les deux. Un tel processus va au-delà de la littérature traditionnelle européenne sur le “déficit démocratique”, un déficit connu sous le nom de «double déficit» dans le cas des politiques étrangères et de sécurité (en raison de l’existence de déficits similaires aux niveaux nationaux, contrairement à d’autres domaines des politiques publiques). Pour le “*crossloading*”, la vraie question est de savoir si l’eupéanisation est un processus superficiel ou profondément ancré. Cela en particulier soulève des questions importantes sur l’écart existant souvent entre les élites et les opinions

publiques. Trois domaines spécifiques sont d'importance ici: a) les soi-disant «cas difficiles/problématiques» de la politique étrangère nationale (identifiés par Manners et Whitman aussi loin qu'en 2000) en tant que tests clés pour l'évaluation d'un tel processus;¹⁰ b) l'européanisation des politiques de sécurité et de défense, avec un accent particulier sur les interventions militaires extérieures (les approches plus «pacifistes» de l'opinion publique pour les relations internationales), mais aussi sur les questions au sujet des armes nucléaires; c) l'«euroscepticisme» plus largement, et aussi l'«europhobie» qui est généralement associée à certains Etats membres (Grande-Bretagne, République tchèque) et qui s'est développée encore davantage depuis la crise économique et financière de 2008, en particulier parmi les opinions publiques¹¹.

Il est également intéressant de noter que deux études récentes sont parvenues à des conclusions opposées sur la «sophistication» accrue dans la recherche sur l'européanisation: Ainsi, Alecu de Flers et Müller¹² font valoir que «en se concentrant sur les processus de socialisation et d'apprentissage s'améliore notre compréhension de l'européanisation à la fois au niveau du “*uploading*” et du “*downloading*”. Au contraire, Moumoutzis¹³ souligne que la distinction entre le “*downloading*” et le “*uploading*” “a créé plus de problèmes qu'elle n'en a résolus”. Il estime également que le “*uploading*” “n'est ni un type ni une explication de l'européanisation, mais peut-être l'un de ses résultats”.¹⁴ Or même les observateurs et analystes qui ne comprennent pas le “*chargement croisé*” dans leur travail conviennent qu'il y a une différence entre “l'apprentissage mince»¹⁵ et «l'apprentissage d'épaisseur», quelque chose que d'autres ont défini comme “*chargement transversal*” et qui est très proche de la «socialisation» ou européanisation plus profonde.

Toutefois, il est pertinent de souligner pour ce qui suit, que Moumoutzis fait également valoir que le «changement de politique étrangère est guidé par une logique de pertinence—c'est-à-dire par des considérations de ce qui constitue la norme, le normal, juste ou bon comportement dans le cadre de la UE”.¹⁶ Brommesson avait déjà développé un argument très similaire quand il a appliqué l'«européanisation normative» à la politique étrangère suédoise. Il fait valoir que procéder à une synthèse du pouvoir normatif de l'Europe

à la Manners avec “une compréhension d’européanisation nous aiderait à appréhender l’effet normatif sur les pays candidats et les Etats membres”.¹⁷

Par conséquent, la littérature plus traditionnelle sur l’européanisation des politiques étrangères nationales peut être divisée en deux grandes thèses. L’une prétend qu’il y a eu une tendance positive du processus d’européanisation dans de nombreux pays de l’UE. L’autre prend une vue beaucoup plus critique en faisant valoir que, même là où il y a une telle preuve, ceci est seulement assez limité et est réellement dû à une européanisation superficielle. Il y a aussi une troisième tendance plus récente, qui affirme que le concept pourrait être assez problématique. Enfin, une quatrième approche peut également être identifiée, arguant que cette fois peut-être même que *plus de sophistication* doit être recherchée: elle appelle à l’ajout d’autres dimensions de la désormais grande littérature européenne sur la politique étrangère (par exemple, le pouvoir normatif de l’Europe). Alors que les deux premières approches étaient fondamentalement préoccupées par “trouver” des preuves empiriques pour «confirmer» leurs thèses respectives, les deux approches plus récentes tendent à remettre en cause les fondements mêmes du concept lui-même.

Le numéro spécial: questions centrales

En conséquence de ce qui précède, les articles de ce numéro spécial examineront dans quelle mesure les politiques étrangères des pays inclus dans cette étude font l’expérience de dé-européanisation, en considérant la crise économique comme la principale variable indépendante.

Les principales questions de recherche seront les suivantes:

En ce qui concerne le downloading

– Est-ce que la crise économique a contribué ou non à une réduction significative dans l’adaptation de la politique étrangère des Etats méditerranéens aux politiques et aux décisions communes prises dans le cadre de la PESC ou de la PSDC? Dans quels cas y a-t-il une

différenciation et dans quels cas il n'y en a pas? Est-ce que la crise économique est la seule cause de cette position différente ou y a-t-il des facteurs supplémentaires ou alternatifs?

- Dans quelle mesure les actions de politique étrangère dans le contexte de PSDC /PESC ont été réduites à la suite de la crise économique? Par exemple en termes d'aide ou des politiques humanitaires ou en référence à la participation à des missions militaires. Une autre question connexe est de savoir si l'intérêt au niveau national pour les questions internationales qui concernent la PESC / PSDC montre des signes de détente ou en revanche devient de plus en plus important et pertinent. Les Etats membres étudiés ont-ils montré des signes de meilleure réponse – ou au contraire de mauvaise réponse et sont donc plus ou moins enthousiastes à adopter des positions communes sur les affaires internationales et à adapter leurs politiques étrangères respectives en conséquence?

Quant à l'uploading

- Dans quelle mesure les Etats méditerranéens ont-ils été disposés à contribuer à l'adoption de positions communes et des actions de la PESC / PSDC? Y a-t-il des preuves du fait que, par suite de la crise économique leurs politiques étrangères montrent des signes d'indépendance, de positions nationalistes qui tentent d'influencer la politique étrangère de l'UE? Dans quelle mesure y a-t-il des preuves des efforts (réussis ou non) à bloquer ou à compliquer l'adoption de positions communes et de processus décisionnels?

Quant au crossloading

- Y a-t-il des preuves que la crise économique a conduit à un processus de dégradation des capacités de la politique étrangère de l'UE? Dans quelle mesure la crise économique et l'adoption des mesures d'austérité et fiscales ont créé des conditions parmi les opinions publiques, les élites ou les principaux décideurs pour remettre en cause les normes et les valeurs fondamentales qui régissent la politique étrangère de l'UE, et dans quels pays?

- Dans quelle mesure le point de vue que l’UE est incapable de défendre la sécurité de ses Etats membres a commencé à apparaître? Avec la montée de l’eurosepticisme et l’europhobie y a-t-il des preuves que des conditions sont créées pour la dé-européanisation de la politique étrangère nationale? Y a-t-il des conditions émergentes qui peuvent potentiellement saper l’orientation européenne des politiques étrangères nationales?

La structure du numéro spécial

Les contributions qui suivent dans ce numéro spécial prennent en considération les questions de recherche ci-dessus dans les pays respectifs étudiés. Dans le premier article, Christou et Kyris montrent comment la crise financière et économique a eu un effet plutôt pervers sur la politique étrangère chypriote. Ils font valoir que, bien que la crise et les mesures d’austérité imposées qui en découlent ont engendré beaucoup d’eurosepticisme et de désillusion au sein de la société chypriote à l’égard de l’UE en matière de politique étrangère, les élites, et en particulier les dirigeants chypriotes «europhiles», ont cherché une ré-européanisation accrue plutôt qu’une dé-européanisation. En effet, ces auteurs font valoir que, bien que les dirigeants chypriotes ont essayé d’assurer une approche équilibrée en matière de politique étrangère, en particulier avec l’ouverture vers la Russie, l’UE est restée dans l’ensemble aux yeux des élites comme le partenaire le plus fiable pour mener la politique extérieure; précisément parce que l’UE permet à Chypre de se projeter comme un petit État et lui assure ses besoins de court et long terme en matière de sécurité ainsi que ses besoins économiques.

En se concentrant sur la Grèce dans le deuxième article, Tsardanidis conteste la vision conventionnelle de l’européanisation progressive de la politique étrangère grecque depuis le début des années 1990. En analysant le cas de la diplomatie économique grecque, il montre comment l’européanisation à travers des mesures d’austérité exigeantes avec des réformes structurelles strictes des institutions de la Grèce a été perçue comme une “européanisation imposée”. Il soutient par conséquent que la politique étrangère grecque n’a pas été européanisée

dans la forme ou sur le fond par rapport à la diplomatie économique et que, loin d'être un processus terminé ou bien intégré, il y a eu une adaptation plutôt superficielle qui n'a que partiellement affecté la pratique des élites en Grèce et les idées de l'opinion publique grecque. Il fait valoir en outre que, dans ce contexte, la crise économique n'a servi qu'à délégitimer davantage tout progrès réalisé en termes de processus d'eupéanisation par rapport à la diplomatie économique et a affecté de manière négative la façon dont les Grecs perçoivent l'Union européenne.

Dans le troisième article sur l'Italie, Monteleone prend une nouvelle approche et dirige son analyse sur le comportement électoral italien à l'Assemblée générale de l'ONU afin d'évaluer si des variations significatives dans l'eupéanisation peuvent être enregistrées en raison de la crise. Accordant une attention particulière à la variation de la distance du comportement électoral italien de la majorité de l'UE et des pays spécifiques qui ont été principalement impliqués dans la crise économique ou représentés comme des alternatives potentielles, l'auteur fait valoir que, bien que des variations ont été enregistrées après la crise, celles-ci étaient limitées et temporaires; il s'agit plus du résultat des difficultés des Etats de l'UE dans la construction et le maintien d'un niveau de gouvernance que du résultat d'un processus de politique étrangère italienne de dé-eupéanisation.

Bojinovic Fenko et Lovec, dans le quatrième article sur la Slovénie, montrent à travers l'analyse des études de cas de politique étrangère d'avant et après la crise comment un processus de désengagement et de dé-eupéanisation a eu lieu à l'égard de la politique étrangère. En outre, ils soutiennent que, dans le cas slovène le cadre normatif européen a, à la lumière de la crise économique et financière, perdu de son poids sur les politiques étrangères nationales slovènes. Ils démontrent que les résultats de l'eupéanisation ont changé en profondeur des effets de socialisation liés à des opportunités et à des contraintes offertes par l'encadrement communautaire dans le contexte nouvellement émergé de la crise.

Sevket, en se concentrant sur un Etat non-membre dans le processus d'adhésion (et donc principalement au Downloading), fait valoir que la

Turquie a également montré des signes d'une dérive de positions de politique étrangère de l'UE, dans le contexte de la crise économique et financière. Dans son analyse comparative de la politique étrangère turque d'avant et après 2005, il fait en outre valoir que la crise économique et financière n'a pas seulement modifié le cours des relations Turquie-UE, mais aussi poussé la Turquie à consolider sa position en Orient et à réorganiser ses priorités nationales pour survivre à l'impact potentiellement dévastateur de la crise. En ce sens, l'auteur montre comment la dé-européanisation s'est elle-même manifestée en termes de réorientation de politique étrangère économique turque (en particulier dans la région MENA) et à l'égard de plusieurs questions traditionnelles de politique étrangère (Chypre, les relations gréco-turques, etc.) et à l'insatisfaction à l'égard des approches de l'UE et des Etats-Unis face aux événements d'Egypte et de Syrie. Il démontre aussi comment ces changements ont agi en tant que cause et effet afin d'augmenter l'euro-scepticisme dans la société turque; tout cela couplé avec un processus d'adhésion de la Turquie au point mort, soutient-il, ce qui rend la ré-européanisation de la politique étrangère turque très peu probable à court et à moyenterme, sauf si il y a un changement tectonique des contextes «négatifs» qui prévalent.

Dans le sixième article, Pace fait valoir que la crise financière a eu très peu d'effet sur l'orientation de la politique étrangère de Malte à l'égard de l'UE. Pace montre comment un petit Etat dans l'UE, Malte, a intégré l'UE afin d'améliorer et de transformer son propre statut et son identité comme un acteur de la politique étrangère. En outre, il indique aussi comment l'européanisation de la politique étrangère de Malte coïncide avec la «vision du monde» de la majorité de l'élite politique et du public. En mettant l'accent sur certaines questions de sécurité et de défense saillants pour Malte (neutralité, immigration, sécurité énergétique, Libye), il fait valoir que, parce que la crise financière a eu très peu d'impact sur Malte en général, il y a eu peu des changements dans la manière dont Malte s'aligne et se coordonne avec l'UE en matière de politique étrangère et de sécurité. En effet, il fait valoir en outre que tous les changements qui sont survenus dans la politique étrangère maltaise peuvent être principalement attribués

non pas à la crise financière, mais à des changements dans les configurations de politique intérieure, les transformations et les crises dans la Méditerranée, et le changement climatique.

Dans l'ensemble, les articles de ce numéro spécial mettent en évidence des changements nuancés et dynamiques en ce qui concerne les processus de ré-européanisation et de dé-européanisation des politiques étrangères nationales étudiées à la loupe dans le contexte de crise financière et économique. La dé-européanisation est certainement à la hausse à travers la Méditerranée en termes d'orientation de la politique étrangère –à la fois dans un sens normatif et stratégique– dans les cas de la Grèce, la Turquie et la Slovénie. S'agissant de l'Italie et de Malte, il y a eu été un cas d'affaire, habituellement sans variation significative dans les modèles de l'europanisation en ce qui concerne l'orientation de leur politique étrangère. Le cas de Chypre est éclairant pour son effet pervers: le scepticisme au sein du public ne s'est pas reflété à travers la politique étrangère, les facteurs clés dans ce processus étant ceux de l'élite dirigeante, mais aussi l'importance continue dans l'arène de l'UE de la réalisation des valeurs et des objectifs de la politique étrangère chypriote. Importants pour ces nouveaux schémas et l'évolution de la Méditerranée, en plus de la crise financière et économique, ont été des processus dynamiques de transition et de crises existentielles - soit régionaux dans la Méditerranée orientale et méridionale et au Moyen-Orient, en Russie et en Ukraine, ou au niveau national, par rapport à l'évolution des acteurs et des institutions de gouvernance au niveau interne.

Ce que nous pouvons conclure de la preuve fournie dans ce numéro spécial –avec une certaine prudence étant donné la fragilité du milieu européen– est qu'il y a eu une certaine quantité d'inertie conduisant à un désengagement et une contestation à l'égard du *crossloading* dans les pays étudiés; mais ceci a été clairement différencié entre les élites et le public, ce qui conduit à des résultats différents (par exemple ré-européanisation à Chypre et dé-européanisation en Grèce). La nature contestée du projet européen ne va probablement pas se dissiper à court terme compte tenu de la longévité de la crise financière et de son impact continu; les conséquences sur les politiques étrangères des Etats examinés ici sont donc susceptibles de rester fluides en termes

de *uploading, downloading et crossloading* avec un impact qui sera alimenté par des crises domestiques mais aussi régionales, des événements et des dynamiques pour les années à venir. Pour l'UE, les implications sont plus susceptibles de se manifester dans la «désunion», «l'incohérence» et l'inefficacité potentielle des objectifs de sa politique étrangère, des buts et des politiques si les modèles de dé-européanisation persistent, se propagent et deviennent permanents à travers la Méditerranée. En outre, la nature du projet d'intégration-et ses valeurs sous-jacentes - continuera à être interpellé dans une Europe où la crise financière et économique actuelle possède un tel impact différencié, et où la crise a des implications sur les identités politiques étrangères nationales, les intérêts et les orientations des Etats membres de l'UE et des Etats non-membres de la Méditerranée.

NOTES

1. Wong, R. and Hill, C. (eds.), *National and European Foreign Policies: Towards Europeanisation*, London, Routledge, 2011 (Taylor and Francis Group), p. 218.
2. Alecu de Flers, N. and Müller, P. (2012). 'Dimensions and Mechanisms of the Europeanization of Member State Foreign Policy: State of the Art and New Research Avenues', *Journal of European Integration*, 34 (1): pp19-35; Baun, M. and Marek, D. (2013), *The New Members States and the European Union: Foreign Policy and Europeanization*, London: Routledge; Michalski, A. (2013) 'Europeanization of National Foreign Policy: The Case of Denmark's and Sweden's Relations with China', *Journal of Common Market Studies*, 51(5): pp.884-900.
3. Torreblanca, J.I. and Leonard, M. (2013) *The continent-wide rise of Euroscepticism*, ECFR:http://ecfr.eu/page/-/ECFR79_EUROSCEPTICISM_BRIEF_AW.pdf.
4. See, for example, Special Issue of *Journal of European Public Policy*, Issue 3, 2012 or Special Issue of *Journal of Common Market Studies*, Issue Supplement s 1, Volume 48, 2010.
5. Lynggaard, K., "Domestic change in the face of European integration and globalization: Methodological pitfalls and pathways", *Comparative European Politics*, Vol. 9, No. 1, February, 2011, pp. 18-37.
6. See Ian Manners and Richard Whitman, "Introduction", in Manners, I. and Whitman, R. (eds.) (2001), *The Foreign Policies of EU Member States*, Manchester: Manchester University Press, pp1-16.

7. Pijpers, A., Regelsberger, E., and Wessels, W. (eds.), *European Political Cooperation in the 1980s: A Common Foreign Policy for Western Europe?*, Dorfrecht, Martinus Nijhoff, 1988.
8. Inaugural Conference Lecture on “The concept(s) of Europeanization” by Kevin Featherstone (Eleftherios Venizelos Chair in Contemporary Greek Studies and Head of the European Institute and Director of the Hellenic Observatory, London School of Economics and Political Science), delivered on 14 May 2012, at the International Conference on *Comparing and contrasting “Europeanization”: concepts and experiences*, held in Athens.
9. Tsardanidis, C. and Stavridis, S. (2005) ‘The Europeanisation of Greek Foreign Policy: a Critical Appraisal’, *Journal of European Integration*, 27(2), pp. 217-239.
10. Manners, I. and Whitman, R. *The Foreign Policies of EU Member States* (2001), *op. cit.*
11. Torreblanca, J.I. and Leonard, M., *The continent-wide rise of Euroscepticism*, *op. cit.*
12. Alecu de Flers, N. and Müller, P. (2012). ‘Dimensions and Mechanisms of the Europeanization of Member State Foreign Policy: State of the Art and New Research Avenues’, *op. cit.*, p.24.
13. Moumoutzis, K. (2011) “Still fashionable yet useless? Addressing problems with research on the Europeanization of foreign policy”, *Journal of Common Market Studies*, 49(3), pp. 6-16.
14. *Ibid*, p. 608.
15. Alecu de Flers, N. and Müller, P., ‘Dimensions and Mechanisms of the Europeanization of Member State Foreign Policy: State of the Art and New Research Avenues’, *op. cit.*, p. 28.
16. Moumoutzis, K., ‘Still fashionable yet useless? Addressing problems with research on the Europeanization of foreign policy’, *op. cit.*, p. 615.
17. Bromussen, D. (2011), ‘Normative Europeanization: The case study of Swedish foreign policy reorientation’, *Cooperation and Conflict*, 45 (2), p.225.